

grands bureaux de senelle

Le Conseil Régional prêt à revoir sa position, si...

Dans un courrier adressé à Gérard Todaro, vice-président de l'association de défense des Grands Bureaux de Senelle, Gérard Léonard, pour le Conseil Régional se dit prêt à revoir sa position sur le devenir des Grands Bureaux si l'ensemble des partenaires souhaite cette révision.

« Toutefois, l'évolution de ce dossier reste conditionné à des précisions quant à la vocation et l'utilisation futures des bâtiments, et surtout à la faisabilité économique de tout nouveau projet, au chiffrage des coûts prévisionnels d'investissement et au bouclage du plan de financement correspondant, par l'ensemble des partenaires concernés, à l'estimation des coûts de fonctionnement y afférent, ainsi que le bouclage, là encore du plan de financement. » explique Gérard Léonard.

Dans ce courrier, il rappelle : « Vous n'êtes pas sans savoir que la région, dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région a décidé de poursuivre la politique de traitement des friches industrielles lancée en 1986 en s'appuyant sur les compétences de l'EPML. Cette action s'inscrit dans une démarche visant à absorber les délaissés des industries de base qui portent atteinte

à l'image de marque régionale et qui freinent les capacités de reconversion de ces secteurs. Dans cet esprit, sur le seul secteur de Longwy et notamment du Parc International d'Activités, ce ne sont pas moins de 437 millions de francs qui ont été injectés depuis 1987 par l'ensemble des pouvoirs publics. »

Il dit encore : « Devant la situation économique actuelle, et au regard de la nécessité de maîtriser au mieux les dépenses et par la même la pression fiscale, agir autrement reviendrait à ne pas faire preuve de la responsabilité qui motive généralement les élus oeuvrant pour le développement d'une région encore en difficulté. »

Néanmoins, pour le comité de défense le fait que le Conseil Régional soit prêt à revoir sa position si l'ensemble des partenaires font de même est une source de satisfaction. Reste à identifier les partenaires ! Cette prise de position laisse présager qu'un moratoire pourrait être signé. On attend aujourd'hui le point de vue de Jean-Paul Durieux qui rentre de vacances lundi et qui devrait annoncer la "bonne nouvelle" promise par son premier adjoint, Jacques Foerster lui-même partisan du moratoire.

24 8 96